

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS299/1/Rev.1/Add.1
G/L/641/Rev.1/Add.1
G/SCM/D56/1/Rev.1/Add.1
2 septembre 2003
(03-4580)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – MESURES COMPENSATOIRES VISANT LES SEMI-CONDUCTEURS POUR MÉMOIRES RAM DYNAMIQUES EN PROVENANCE DE CORÉE

Demande de consultations présentée par la Corée

Addendum

La communication ci-après, datée du 25 août 2003, adressée par la Mission permanente de la Corée à la Délégation permanente de la Commission européenne et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

En référence au document WT/DS299/1/Rev.1, G/L/641/Rev.1, G/SCM/D56/1/Rev.1 distribué le 31 juillet 2003, les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de nouvelles consultations avec les Communautés européennes ("CE") conformément à l'article 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article 30 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC") et à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994"), au sujet des mesures finales des CE visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques ("DRAM") en provenance de Corée, telles qu'elles ont été adoptées par le Conseil européen le 11 août 2003 puis publiées au Journal officiel des CE (Règlement n° 1480/2003 du Conseil) le 22 août 2003.

Le gouvernement de la République de Corée considère que les mesures finales des CE sont incompatibles avec leurs obligations au titre des dispositions pertinentes du GATT de 1994 et de l'Accord SMC, ainsi qu'il l'avait déjà indiqué dans sa précédente demande de consultations distribuée sous la cote WT/DS299/1/Rev.1, G/L/641/Rev.1, G/SCM/D56/1/Rev.1. Puisqu'il n'y a pas de modification de fond par rapport au projet de document d'information final, dont la dernière version a été distribuée aux États membres des CE le 24 juillet 2003, le gouvernement de la République de Corée souhaite procéder à des consultations sur les mêmes questions que celles qu'il avait soulevées dans sa précédente demande de consultations, mais selon les perspectives additionnelles des mesures finales adoptées.

En outre, en ce qui concerne la constatation de l'existence d'un dommage important faite par les CE, le gouvernement de la République de Corée précise davantage la violation par les CE de l'article 15 de l'Accord SMC qu'il avait déjà incluse dans sa demande de consultations initiale du 25 juillet en tant que huitième allégation.

Le gouvernement de la République de Corée considère que la détermination de l'existence d'un dommage important faite par les CE est incompatible avec leurs obligations au titre des

dispositions pertinentes du GATT de 1994 et de l'Accord SMC, y compris, mais pas exclusivement, les dispositions suivantes:

1. l'article 15.1 de l'Accord SMC, parce que la détermination des CE n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs ni sur une évaluation objective des effets des importations en provenance de Corée dont il est allégué qu'elles sont subventionnées;
2. l'article 15.2 de l'Accord SMC, parce que les CE ont évalué incorrectement dans leur détermination le caractère notable du volume des importations visées et de leurs effets sur les prix;
3. l'article 15.4 de l'Accord SMC, parce que les CE ont évalué incorrectement dans leur détermination la situation de la branche de production nationale;
4. l'article 15.5 de l'Accord SMC, parce que les CE ont évalué incorrectement dans leur détermination le rôle et l'effet des autres facteurs et ont imputé incorrectement l'effet des autres facteurs aux importations dont il est allégué qu'elles sont subventionnées.

Le gouvernement coréen se réserve le droit de soulever des questions de fait et de droit additionnelles au cours des consultations et dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

Nous attendons la réponse des CE à la présente demande de nouvelles consultations concernant la mesure finale des CE imposant des droits compensateurs sur les DRAM en provenance de Corée et souhaitons qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour la reprise des consultations après la première série de consultations qui a eu lieu le 21 août 2003 à Genève.
